

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 3762

[2003/201019]

17 JUILLET 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon  
concernant la commercialisation des matériels de multiplication végétative de la vigne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 11 juillet 1969 concernant les pesticides et les matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, notamment l'article 2, modifié par les lois des 21 décembre 1998 et 5 février 1999;

Vu l'arrêté royal du 8 novembre 1971 concernant la commercialisation des matériels de multiplication végétative de la vigne, modifié par l'arrêté royal du 17 novembre 1982;

Vu la directive 68/193/CEE du Conseil concernant la commercialisation des matériels de multiplication végétative de la vigne, modifiée en dernier lieu par la directive 2002/11/CE du Conseil du 14 février 2002;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale en date du 1<sup>er</sup> juillet 2003;

Vu les lois sur le Conseil d'état, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de transposer sans retard la directive précitée dont le délai de transposition est fixé au 23 février 2003;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après avoir délibéré,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° Vigne : les plantes du genre *Vitis* (L.) qui sont destinées à la production de raisins ou à l'utilisation en tant que matériel de multiplication pour ces mêmes plantes;

2° Variété : un ensemble végétal d'un seul taxon botanique du rang le plus bas connu, qui peut :

- a) être défini par l'expression des caractères résultant d'un certain génotype ou d'une combinaison de génotypes;
- b) être distingué de tout autre ensemble végétal par l'expression d'au moins un desdits caractères, et
- c) être considéré comme une entité eu égard à son aptitude à être reproduit sans changement.

3° Clone : un clone est une descendance végétative d'une variété conforme à une souche de vigne choisie pour l'identité variétale, ses caractères phénotypiques et son état sanitaire;

4° Matériels de multiplication : les plants de vigne et parties de plants de vigne;

5° Plants de vigne :

- a) racinés : fractions de sarments ou de rameaux herbacés de vigne, racinés et non greffés, destinés à la plantation franc de pied en tant que porte-greffe pour un greffage;
- b) greffés-soudés : fractions de sarments ou de rameaux herbacés de vigne, assemblées entre elles par greffage, dont la partie souterraine est racinée.

6° Parties de plants de vigne :

- a) sarments : rameaux d'un an;
- b) rameaux herbacés : rameaux non aoûtés;
- c) boutures greffables de porte-greffes : fractions de sarments ou de rameaux herbacés de vigne, destinées à former la partie souterraine lors de la préparation des plants greffés-soudés;
- d) boutures-greffons : fractions de sarments ou de rameaux herbacés de vigne, destinées à former la partie aérienne lors de la préparation des greffés-soudés ou lors des greffages sur place;
- e) boutures-pépinnières : fractions de sarments ou de rameaux herbacés de vigne, destinées à la production de racinés.

7° Vignes-mères : cultures de vignes destinées à la production des boutures greffables de porte-greffes, des boutures-pépinnières ou des boutures-greffons;

8° Pépinnières : cultures de vignes destinées à la production de racinés ou de greffés-soudés;

9° Matériels de multiplication initiaux : les matériels de multiplication :

- a) qui ont été produits sous la responsabilité de l'obteneur selon des méthodes généralement admises en vue du maintien de l'identité de la variété et, le cas échéant, du clone, ainsi qu'en vue de la prévention des maladies;
- b) qui sont destinés à la production de matériels de multiplication de base ou de matériels de multiplication certifiés;

c) qui répondent aux conditions prévues aux annexes I<sup>er</sup> et II pour les matériels de multiplication de base, et

d) pour lesquels il a été constaté, lors d'un examen officiel, que les conditions précitées ont été respectées.

10° Matériels de multiplication de base : les matériels de multiplication :

a) qui ont été produits sous la responsabilité de l'obteneur selon des méthodes généralement admises en vue du maintien de l'identité de la variété et, le cas échéant, du clone, ainsi qu'en vue de la prévention des maladies, et qui proviennent directement de matériels de multiplication initiaux par voie végétative;

b) qui sont destinés à la production du matériel de multiplication certifié;

c) qui répondent aux conditions prévues aux annexes I<sup>er</sup> et II pour les matériels de multiplication de base, et

d) pour lesquels il a été constaté, lors d'un examen officiel, que les conditions précitées ont été respectées.

11° Matériels de multiplication certifiés : les matériels de multiplication :

- a) qui proviennent directement de matériels de multiplication de base ou de matériels de multiplication initiaux;
- b) qui sont destinés à la production de plants ou de parties de plants qui servent à la production de raisins, ou à la production de raisins;
- c) qui répondent aux conditions des annexes I et II pour les matériels de multiplication certifiés, et
- d) pour lesquels il a été constaté, lors d'un examen officiel, que les conditions précitées ont été respectées.

12° Matériels de multiplication standard : les matériels de multiplication;

- a) qui possèdent l'identité et la pureté variétale;
- b) qui sont destinés à la production de plants ou de parties de plantes qui servent à la production de raisins, ou à la production de raisins;
- c) qui répondent aux conditions prévues aux annexes I<sup>er</sup> et II pour les matériels de multiplication standard, et
- d) pour lesquels il a été constaté, lors d'un examen officiel, que les conditions précitées ont été respectées.

13° Commercialisation : la vente, la détention en vue de la vente, l'offre de vente et toute cession, toute fourniture ou tout transfert de matériels de multiplication à des tiers, que ce soit avec rémunération ou non, en vue d'une exploitation commerciale.

14° Ministre : le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions.

15° Service : la Direction de la Qualité des produits de la Direction générale de l'Agriculture.

Ne relèvent pas de la commercialisation, les échanges de matériels de multiplication qui ne visent pas une exploitation commerciale de la variété, tels que les opérations suivantes :

- a) la fourniture de matériels de multiplication à des organismes officiels d'expérimentation et d'inspection;
- b) la fourniture de matériels de multiplication à des prestataires de service, en vue de la transformation ou du conditionnement, pour autant que le prestataire n'acquière pas un titre sur le matériel de multiplication fourni.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Les matériels de multiplication de la vigne ne peuvent être commercialisés que :

1° s'ils ont été certifiés « matériels de multiplication initiaux », « matériels de multiplication de base » ou « matériels de multiplication certifiés » ou, dans le cas de matériels de multiplication autres que destinés à l'emploi en tant que porte-greffes, s'il s'agit de matériels de multiplication standard officiellement contrôlés, et

2° s'ils répondent aux conditions prévues à l'annexe II.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, le Ministre peut, à titre transitoire, admettre à la commercialisation jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2005 des matériels de multiplication de la catégorie standard qui sont destinés à l'emploi en tant que porte-greffes et proviennent de vignes-mères existantes le 23 février 2002.

§ 3. Nonobstant le paragraphe 1<sup>er</sup>, le Ministre peut autoriser les producteurs à commercialiser des quantités appropriées de matériels de multiplication :

- 1° destinés à des essais ou dans des buts scientifiques;
- 2° pour des travaux de sélection;
- 3° destinés à des mesures visant la conservation de la diversité génétique.

Dans le cas du matériel génétiquement modifié, cette autorisation ne peut être accordée que si toutes les mesures appropriées ont été prises pour éviter les risques pour la santé humaine et l'environnement. Pour l'évaluation des risques sur l'environnement et d'autres contrôles auxquels il doit être procédé à cet égard, les dispositions de l'article 6 s'appliquent mutatis mutandis.

**Art. 3.** Le Ministre peut fixer, en ce qui concerne les conditions prévues aux annexes I et II, des conditions supplémentaires ou plus rigoureuses pour la certification ainsi que pour le contrôle des matériels de multiplication standard. Cette disposition ne s'applique pas, dans le cas de greffage, aux matériels de multiplication produits dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou produits en dehors de l'Union européenne et reconnus équivalents conformément à l'article 20, paragraphe 2.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le Service établit un catalogue des variétés de vigne admises officiellement à la certification ainsi qu'au contrôle des matériels de multiplication standards. Le catalogue peut être consulté par toute personne. Le catalogue détermine les principales caractéristiques morphologiques et physiologiques permettant de distinguer entre elles les variétés. Pour les variétés déjà admises au 31 décembre 1971, il peut être fait référence à la description figurant dans les publications ampélographiques officielles.

§ 2. Les variétés admises dans d'autres catalogues dans l'Union européenne sont admises à la certification et au contrôle des matériels de multiplication standard sans préjudice du règlement (CE) n° 1493/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune du marché viticole, en ce qui concerne les règles relatives au classement des variétés de vigne.

§ 3. Le Service établit aussi, le cas échéant, une liste des clones admis officiellement à la certification. Les autres clones admis à la certification dans l'Union européenne sont également admis à la certification.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Une variété n'est admise que si elle est distincte, stable et suffisamment homogène.

§ 2. Une variété est réputée distincte si elle se distingue nettement, par référence à l'expression des caractères qui résultent d'un génotype ou d'une combinaison de génotypes donnés, de toute autre variété dont l'existence est notoirement connue dans l'Union européenne.

Une variété est réputée connue dans l'Union européenne si, à la date d'introduction en bonne et due forme de la demande d'admission, elle est inscrite au catalogue belge ou d'un autre Etat membre ou fait l'objet d'une demande d'admission en Belgique ou dans un autre Etat membre, à moins que les conditions précitées ne soient plus remplies dans tous les Etats membres concernés avant la décision sur la demande d'admission de la nouvelle variété examinée.

§ 3. Une variété est réputée stable si l'expression des caractères compris dans l'examen de la distinction et de tout autre caractère utilisé pour la description de la variété reste inchangée à la suite de multiplications successives.

§ 4. Une variété est réputée homogène si, sous réserve des variations susceptibles de résulter des particularités de sa multiplication, elle est suffisamment homogène dans l'expression des caractères compris dans l'examen de la distinction et de tout autre caractère utilisé pour la description de la variété.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cas d'une variété de vigne génétiquement modifiée au sens de l'article 2, points 1 et 2, de la directive 2001/18/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 mars 2001, relative à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement et abrogeant la directive 90/220/CEE du Conseil, la variété n'est admise que si toutes les mesures appropriées ont été prises pour éviter des risques pour la santé humaine et l'environnement.

§ 2. Dans le cas d'une variété génétiquement modifiée au sens du paragraphe 1<sup>er</sup> :

1° il est procédé à une évaluation spécifique des risques pour l'environnement équivalente à celle prévue par la directive 2001/18/CE et ce, conformément aux principes fixés à l'annexe II et sur la base des informations spécifiques à l'annexe III de ladite directive;

2° les variétés génétiquement modifiées ne sont admises au catalogue des variétés qu'après avoir été admises à la commercialisation conformément à la directive 2001/18/CE ou, le cas échéant, selon des procédures réglementaires équivalentes à celles contenues dans la directive 2001/18/CE, établies par l'Union européenne. Dans ce dernier cas, les articles 13 à 24 de la directive 2001/18/CE ne s'appliquent plus aux variétés de vigne génétiquement modifiées ayant fait l'objet d'une autorisation conforme à ces procédures réglementaires équivalentes.

§ 3. Lorsque des produits issus de matériels de multiplication de la vigne sont destinés à être utilisés en tant qu'aliments ou ingrédients alimentaires relevant du règlement (CE) n° 258/97 du Parlement européen et du Conseil du 27 janvier 1997 relatif aux nouveaux aliments et aux nouveaux ingrédients alimentaires, le Service s'assure, préalablement à l'admission de variétés de vigne génétiquement modifiées, que les aliments ou ingrédients alimentaires qui en sont issus :

1° ne présentent pas de danger pour le consommateur;

2° n'induisent pas le consommateur en erreur;

3° ne diffèrent pas des aliments ou ingrédients alimentaires qu'ils sont destinés à remplacer à un point tel que leur consommation normale impliquerait des inconvénients nutritionnels pour le consommateur.

Lorsqu'un produit issu d'une des variétés visées par la présente directive est destiné à être utilisé en tant qu'aliment ou ingrédient alimentaire relevant du règlement (CE) n° 258/97, la variété n'est admise que si l'aliment ou l'ingrédient alimentaire a déjà été autorisé conformément à ce règlement.

**Art. 7.** Les variétés et, le cas échéant, les clones provenant d'autres Etats membres sont soumis, notamment en ce qui concerne la procédure d'admission, aux mêmes conditions que celles appliquées aux variétés ou clones en Belgique.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. L'admission des variétés est le résultat d'examen officiels effectués notamment en culture et portant sur un nombre suffisant de caractères pour permettre de décrire la variété. Les méthodes employées pour la constatation des caractères doivent être précises et fiables.

§ 2. S'il est connu que les matériels de multiplication d'une variété sont commercialisés dans un autre pays sous une dénomination différente, cette dénomination est également indiquée dans le catalogue.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Les variétés admises sont régulièrement et officiellement contrôlées. Si une des conditions d'admission à la certification ou au contrôle cesse d'être remplie, l'admission est annulée et la variété est supprimée du catalogue.

§ 2. Toute demande ou retrait de demande d'admission d'une variété, toute inscription dans le catalogue des variétés ainsi que les diverses modifications de celui-ci sont immédiatement notifiées aux autres Etats membres et à la Commission, en vue de la publication au catalogue commun des variétés.

**Art. 10.** Les variétés génétiquement modifiées qui ont été acceptées sont clairement indiquées comme telles dans le catalogue des variétés. Toute personne commercialisant une telle variété indique clairement dans son catalogue commercial de vignes que la variété est génétiquement modifiée et précise l'objectif de la modification.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Les variétés et, le cas échéant, les clones admis au catalogue sont maintenus par sélection conservatrice.

§ 2. La sélection conservatrice doit toujours être contrôlée sur la base des enregistrements effectués par le ou les responsables de la maintenance de la variété et, le cas échéant, du clone.

§ 3. Des échantillons peuvent être demandés au responsable de la maintenance de la variété ou du clone. Ils peuvent, en cas de nécessité, être prélevés officiellement.

§ 4. Lorsque la sélection conservatrice est effectuée dans un Etat membre autre que celui où la variété a été admise, le Service, en ce qui concerne le contrôle, prête assistance administrative aux Etats membres en cause.

**Art. 12.** Les matériels de multiplication sont, lors de la récolte, du conditionnement, du stockage, du transport et de l'élevage, tenus en lots séparés et marqués selon la variété, et, le cas échéant, pour les matériels de multiplication initiaux, les matériels de multiplication de base et les matériels de multiplication certifiés, selon le clone.

**Art. 13.** Les matériels de multiplication ne peuvent être commercialisés qu'en lots suffisamment homogènes et en emballages ou bottes fermés, munis, conformément aux dispositions des articles 14 et 15, d'un système de fermeture et d'un marquage. Le conditionnement a lieu conformément aux dispositions de l'annexe III.

**Art. 14.** Les emballages et les bottes de matériels de multiplication sont fermés sous contrôle du Service, de telle sorte qu'ils ne puissent pas être ouverts sans que le système de fermeture soit détérioré ou sans que l'étiquette officielle prévue à l'article 15, paragraphe 1<sup>er</sup>, ou – dans le cas des emballages – l'emballage, présente des traces de manipulation. Afin de garantir la fermeture, le dispositif de fermeture comprend au moins l'étiquette officielle ou un sceau officiel. Conformément aux mesures prises par l'Union européenne, le Service peut constater si un dispositif de fermeture déterminé répond aux dispositions du présent article. Toute nouvelle fermeture ne peut être effectuée que sous contrôle du Service.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Les emballages et les bottes de matériels de multiplication sont pourvus d'une étiquette officielle extérieure conforme à l'annexe IV, rédigée dans une des langues officielles de l'Union européenne; sa fixation est assurée par le dispositif de fermeture. La couleur de l'étiquette est blanche barrée en diagonale d'un trait violet pour les matériels de multiplication initiaux, blanche pour les matériels de multiplication de base, bleue pour les matériels de multiplication certifiés et jaune foncé pour les matériels de multiplication standard.

§ 2. Toutefois, le Service peut autoriser les producteurs à commercialiser plusieurs emballages ou bottes de greffés-soudés ou de racinés ayant les mêmes caractéristiques en utilisant une seule étiquette conforme à l'annexe IV. Dans ce cas, les emballages ou les bottes sont liés ensemble de façon que, lors de leur séparation, le lien soit détérioré et ne puisse être remis en place. La fixation de l'étiquette est assurée par ce lien. Aucune nouvelle fermeture n'est autorisée.

§ 3. Sans préjudice de l'article 23, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1493/1999, le Ministre peut prescrire que chaque livraison de matériel produit soit également accompagné d'un document uniforme sur lequel figurent les indications suivantes : la nature de la marchandise, la variété et, le cas échéant, le clone, la catégorie, la quantité, l'expéditeur et le destinataire.

§ 4. L'étiquette officielle prévue au paragraphe 1<sup>er</sup> peut également inclure les documents d'accompagnement phytosanitaires, prévus par la directive 92/105/CEE de la Commission, qui établit une normalisation des passeports phytosanitaires. Toutefois, toutes les conditions applicables à l'étiquetage officiel et aux passeports phytosanitaires sont définies et doivent être reconnues comme équivalentes.

§ 5. Les étiquettes officielles doivent être conservées par le destinataire des matériels de multiplication végétative de la vigne pendant au moins un an et tenues à la disposition du Service.

§ 6. Dans le cas de matériels de multiplication d'une variété qui a été modifiée génétiquement, toute étiquette apposée sur le lot de matériels de multiplication et tout document qui l'accompagne en vertu des dispositions du présent arrêté, officiel ou non, indiquent clairement que la variété a été génétiquement modifiée et spécifient le nom des organismes génétiquement modifiés.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Le Service établit un système de contrôle qui garantit l'identité des matériels de multiplication depuis la récolte jusqu'à la livraison au dernier utilisateur et prévoyant toutes dispositions utiles permettant qu'au cours de la commercialisation, soit effectué, au moins par sondages, le contrôle des matériels de multiplication quant au respect des conditions prévues par le présent arrêté.

§ 2. Sans préjudice de la libre circulation des matériels dans le commerce, les indications suivantes sont fournies au Service lors de la commercialisation des matériels de multiplication provenant d'un pays tiers :

- 1° espèce (désignation botanique);
- 2° variété et, le cas échéant, le clone, ces indications s'appliquant dans le cas des greffés-soudés, tant aux porte-greffes qu'aux boutures greffons;
- 3° catégorie;
- 4° nature du matériel de multiplication;
- 5° pays de production et service de contrôle officiel;
- 6° pays d'expédition, si différent du pays de production;
- 7° importateur;
- 8° quantité.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Le Service veille à ce que les matériels de multiplication commercialisés conformément au présent arrêté, que ce soit en vertu des règles obligatoires ou en vertu des règles facultatives, ne soient soumis qu'aux restrictions de commercialisation prévues par le présent arrêté en ce qui concerne leurs caractéristiques, les dispositions d'examen, le marquage et la fermeture.

§ 2. Le Service veille à ce que les matériels de multiplication des variétés de vigne, et, le cas échéant, des clones qui ont été admis officiellement dans un des Etats membres, à la certification ainsi qu'au contrôle des matériels de multiplication standard conformément aux dispositions du présent arrêté ne soient soumis à aucune restriction de commercialisation quant à la variété, et, le cas échéant, le clone, sans préjudice du règlement (CE) n° 1493/1999.

**Art. 18.** Les matériels de multiplication provenant directement de matériels de multiplication de base certifiés dans un Etat membre et récoltés dans un autre Etat membre, peuvent être certifiés dans l'Etat producteur des matériels de multiplication de base, s'ils ont été soumis sur leur champ de production à une inspection sur pied satisfaisant aux conditions prévues à l'annexe I<sup>re</sup> et s'il a été constaté, lors d'un examen officiel, que les conditions prévues à l'annexe II ont été respectées.

**Art. 19.** Lorsqu'il s'agit d'une catégorie de matériels de multiplication d'une variété déterminée, la couleur de l'étiquette est celle prévue pour la catégorie correspondante et, dans tous les autres cas, elle est brune. L'étiquette indique toujours s'il s'agit de matériel de multiplication d'une catégorie soumise à des exigences réduites.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Le présent arrêté ne s'applique pas aux matériels de multiplication dont il est prouvé qu'ils sont destinés à l'exportation en dehors de l'Union européenne.

§ 2. Le Service détermine si les matériels de multiplication végétative de la vigne produits en dehors de l'Union européenne offrent, en ce qui concerne leurs conditions d'admission et les dispositions prises pour assurer leur production en vue de leur commercialisation, les mêmes garanties que les matériels produits dans l'Union européenne et répondent aux exigences du présent arrêté.

**Art. 21.** Le Service participe aux essais communautaires effectués à l'intérieur de l'Union européenne afin d'apprécier la qualité des matériels de multiplication.

**Art. 22.** Le Ministre peut apporter des modifications aux annexes du présent arrêté en raison de l'évolution des connaissances scientifiques et techniques.

**Art. 23.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément aux dispositions de la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage.

**Art. 24.** L'arrêté royal du 8 novembre 1971 concernant la commercialisation des matériels de multiplication végétative de la vigne, modifié par l'arrêté royal du 17 novembre 1982, est abrogé.

**Art. 25.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART



ANNEXE I<sup>e</sup>

## CONDITIONS QUANT A LA CULTURE

**I. Conditions générales**

1. La culture possède l'identité et la pureté variétales.
2. L'état cultural du champ de production et l'état de développement de la culture permettent un contrôle suffisant de l'identité et de la pureté variétales.
3. Il existe une garantie maximale que le sol n'est pas infecté par des organismes nuisibles, en particulier par des virus, lors de la plantation des pépinières et des vignes-mères destinées à la production de matériels de multiplication de base et de matériels de multiplication certifiés.
4. La présence d'organismes nuisibles réduisant la valeur d'utilisation des matériels de multiplication n'est tolérée que dans la limite la plus faible possible.
5. La culture est maintenue exempte de plantes présentant des symptômes de maladies à virus.
6. La proportion des pieds manquant dans les vignes-mères destinées à la production de matériels de multiplication certifiés ne dépasse pas 5 %; elle ne dépasse pas 10 % dans les vignes-mères destinées à la production de matériels de multiplication standard. La proportion de pieds manquants peut exceptionnellement dépasser ces pourcentages lorsque cela est dû à des agents physiques.
7. Il est procédé chaque année à au moins une inspection sur pied; en cas de contestation, pouvant être réglée sans affecter la qualité des matériels de multiplication, une deuxième inspection sur pied a lieu.

**II. Conditions particulières**

1. Les pépinières ne sont pas établies à l'intérieur ou à quelques mètres d'un vignoble à fruits.
2. Les parties de plants de vigne utilisés pour la production des racinés et des greffés-soudés proviennent de vignes-mères ayant satisfait au contrôle.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 concernant la commercialisation des matériels de multiplication végétative de la vigne.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

## ANNEXE II

## CONDITIONS QUANT AUX MATERIELS DE MULTIPLICATION

**I. Conditions générales**

1. Les matériels de multiplication possèdent l'identité et la pureté variétales; une tolérance d'1 % est admise lors de la commercialisation des matériels de multiplication standard.
2. Pureté technique minimale : 96 %.  
Sont considérés comme techniquement impurs :
  - a) les matériels de multiplication desséchés en totalité ou en partie, même lorsqu'ils ont subi un trempage dans l'eau après leur dessiccation;
  - b) les matériels de multiplication avariés, tordus ou blessés, notamment endommagés par la grêle ou le gel, écrasés ou cassés.
3. La présence d'organismes nuisibles réduisant la valeur d'utilisation des matériels de multiplication n'est tolérée que dans la limite la plus faible possible.

**II. Conditions particulières**

## 1. Greffés-soudés :

Les greffés-soudés issus des combinaisons de matériels de multiplication de base greffés sur matériels de multiplication de base ainsi que de matériels de base greffés sur matériels certifiés sont classés dans la catégorie matériels de multiplication de base. Les greffés-soudés issus de combinaisons de matériels de multiplication certifiés greffés sur matériels de base ainsi que de matériels de multiplication certifiés greffés sur matériels de multiplication certifiés sont classés dans la catégorie matériels de multiplication certifiés. Toutes les autres combinaisons sont classées comme matériels de multiplication standard.

## 2. Parties de plants de vigne :

Les sarments sont arrivés à un état suffisant de maturité du bois. Le rapport « bois-moelle » est normal pour la variété.

**III. Calibrage**

## 1. Boutures greffables de porte-greffes, boutures-pépinières et boutures-greffons :

## A) Diamètre

Il s'agit du plus grand diamètre de la plus petite section :

## a) boutures greffables de porte-greffe et boutures-greffons :

## aa) diamètre au plus petit bout;

## i) pour vitis rupestris et ses croisements avec vitis vinifera 6 à 12 mm;

## ii) pour les autres variétés 6,5 à 12 mm;

le pourcentage des sarments ayant un diamètre inférieur ou égal à 7 mm pour vitis rupestris et ses croisements avec vitis vinifera et inférieur ou égal à 7,5 mm pour les autres variétés ne dépasse pas 25 % du lot;

bb) diamètre maximum au plus gros bout 14 mm, sauf s'il s'agit de boutures-greffons destinées au greffage sur place. Le talonnage est effectué à 2 cm au moins de la base de l'œil inférieur.

## b) Boutures-pépinières :

diamètre minimum au plus petit bout : 3,5 mm.

## B. Longueur

La longueur est mesurée à partir de la base du nœud inférieur, le mérithalle supérieur devant être conservé :

a) boutures greffables de porte-greffes : longueur minimale 1,05 m;

b) boutures pépinières : longueur minimale 55 cm; pour vitis vinifera 30 cm;

c) boutures-greffons : longueur minimale 50 cm et au moins cinq yeux utilisables.

## 2. Racinés

## A. Diamètre

Le diamètre mesuré au milieu du mérithalle, sous la pousse supérieure et selon le grand axe, est au moins égal à 5 mm.

## B. Longueur

La distance du point inférieur d'insertion des racines à l'empatement de la pousse supérieure est au moins égale :

a) pour les porte-greffes, à 30 cm;

b) pour les autres racinés, à 22 cm.

## C. Racines

Chaque plante a au moins trois racines bien développées et convenablement réparties. Toutefois, la variété 420 A peut n'avoir que deux racines bien développées, pourvu qu'elles soient opposées.

## 3. Greffés-soudés :

a) la tige a au moins 20 cm de long :

b) racines : chaque plante a au moins trois racines bien développées et convenablement réparties. Toutefois, la variété 420 A peut n'avoir que deux racines bien développées, pourvu qu'elles soient opposées;

c) soudure : chaque plante présente une soudure suffisante, régulière et solide.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 concernant la commercialisation des matériels de multiplication végétative de la vigne.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWEMBERGHE  
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

## ANNEXE III

## CONDITIONNEMENT

Composition des emballages ou bottes :

	Nature	Nombre
1. Greffés-soudés		25
2. Racinés		50
3. Boutures-greffons		100 ou 200
4. Boutures greffables de porte-greffes		200
5. Boutures pépinières des porte-greffes et de variétés de vitis vinifera		200 ou 500
6. Autres boutures pépinières		200

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 concernant la commercialisation des matériels de multiplication végétative de la vigne.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

## ANNEXE IV

## ETIQUETTE

## A. Indications prescrites

a) 1. « Norme CEE »

2. Nom et adresse du producteur ou son numéro d'identification

3. Service de certification ou de contrôle et Etat membre

4. Numéro de référence du lot

5. Variété et, le cas échéant, le clone, pour les greffés-soudés en ce qui concerne les porte-greffes et les boutures-greffons.

6. Catégorie

7. Pays de production

8. Quantité

9. Longueur — pour les boutures greffables de porte-greffes si un Etat membre accorde des dérogations en ce qui concerne les longueurs minimales

b) Pour les matériels de multiplication « racinés » et « greffés-soudés » les indications visées sous a) points 1, 2, 5, 6 et 7 sont suffisantes.

B. Dimensions minimales

a) 110 mm X 67 mm, pour les boutures greffables de porte-greffes, les boutures-greffons et les boutures-pépinieres;

b) 80 mm X 70 mm, pour les racinés et les greffés-soudés.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 concernant la commercialisation des matériels de multiplication végétative de la vigne.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 3762

[2003/201019]

#### 17. JULI 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung über den Verkehr mit vegetativem Vermehrungsgut von Reben

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 11. Juli 1969 über die Pestizide und die Rohstoffe für die Landwirtschaft, den Gartenbau, die Forstwirtschaft und die Viehzucht, insbesondere des Artikels 2, abgeändert durch die Gesetze vom 21. Dezember 1998 und vom 5. Februar 1999;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 8. November 1971 über den Verkehr mit vegetativem Vermehrungsgut von Reben, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 17. November 1982;

Aufgrund der Richtlinie 68/193/EWG über den Verkehr mit vegetativem Vermehrungsgut von Reben, zuletzt abgeändert durch die Richtlinie 2002/11/E des Rates vom 14. Februar 2002;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 1. Juli 2003;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, unverzüglich die Bestimmungen der vorerwähnten Richtlinie umzusetzen, wobei die Frist für diese Umsetzung auf den 23. Februar 2003 festgelegt wurde;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Reben: Pflanzen der Gattung *Vitis* (L.), die zur Erzeugung von Trauben oder zur Verwendung als Vermehrungsgut für solche Pflanzen bestimmt sind.

2° Sorte: eine pflanzliche Gesamtheit innerhalb eines einzigen botanischen Taxons der untersten bekannten Rangstufe, die:

a) durch die sich aus einem bestimmten Genotyp oder einer bestimmten Kombination von Genotypen ergebende Ausprägung der Merkmale definiert werden kann;

b) zumindest durch die Ausprägung eines der erwähnten Merkmale von jeder anderen pflanzlichen Gesamtheit unterschieden werden kann, und

c) in Anbetracht ihrer Eignung, unverändert vermehrt zu werden, als Einheit angesehen werden kann.

3° Klon: eine vegetative Nachkommenschaft einer Sorte, die einer aufgrund der Sortenidentität, ihrer phänotypischen Merkmale und ihres Gesundheitszustands ausgewählten Rebe entspricht.

4° Vermehrungsgut: pflanzfertige Reben und Teile von Reben;

5° pflanzfertige Reben:

a) Wurzelreben: bewurzelte, nicht gepfropfte Teilstücke von Ruten oder von grünen Trieben der Rebe, die für die wurzelechte Pflanzung oder für die Verwendung als Unterlage bei einer Pfropfung bestimmt sind;

b) Pfropfreben: durch Pfropfung miteinander verbundene Teilstücke von Ruten oder von grünen Trieben der Rebe, deren unterirdischer Teil bewurzelt ist;

6° Teile von Reben :

a) Ruten: einjährige Triebe;

b) grüne Triebe: nicht verholzte Triebe;

c) veredelungsfähige Unterlagsreben: Teilstücke von Ruten oder von grünen Trieben der Rebe, die bei der Herstellung von Pfropfreben zur Bildung der unterirdischen Teile bestimmt sind;

d) Edelreiser: Teilstücke von Ruten oder von grünen Trieben der Rebe, die bei der Herstellung von Pfropfreben und bei der Standortveredelung zur Bildung der oberirdischen Teile bestimmt sind;

e) Blindholz: Teilstücke von Ruten oder von grünen Trieben der Rebe, die zur Erzeugung von Wurzelreben bestimmt sind.

7° Mutterrebenbestände: Bestände von Reben, die zur Erzeugung von veredlungsfähigen blinden Unterlagsreben, von Blindholz oder von Edelreisern bestimmt sind.

8° Rebschulen: Bestände von Reben, die zur Erzeugung von Wurzelreben oder Pfropfreben bestimmt sind.

9° Vorstufenvermehrungsgut: Vermehrungsgut,

- a) das unter Verantwortung des Züchters nach allgemein anerkannten Verfahren im Hinblick auf die Erhaltung der Echtheit der Sorte und gegebenenfalls des Klons sowie die Verhütung von Krankheiten gewonnen worden ist;
- b) das zur Erzeugung von Basisvermehrungsgut oder zertifiziertem Vermehrungsgut bestimmt ist;
- c) das die Voraussetzungen der Anlagen I und II für Basisvermehrungsgut erfüllt, und
- d) bei dem in amtlicher Prüfung festgestellt worden ist, dass die vorgenannten Voraussetzungen erfüllt sind.

10° Basisvermehrungsgut: Vermehrungsgut,

- a) das unter Verantwortung des Züchters nach allgemein anerkannten Verfahren im Hinblick auf die Erhaltung der Echtheit der Sorte und gegebenenfalls des Klons sowie die Verhütung von Krankheiten und direkt auf vegetativem Wege aus Vorstufenvermehrungsgut gewonnen worden ist;
- b) das zur Erzeugung von zertifiziertem Vermehrungsgut bestimmt ist;
- c) das die Voraussetzungen der Anlagen I und II für Basisvermehrungsgut erfüllt und
- d) bei dem in amtlicher Prüfung festgestellt worden ist, dass die vorgenannten Voraussetzungen erfüllt sind.

11° Zertifiziertes Vermehrungsgut: Vermehrungsgut,

- a) das unmittelbar von Basisvermehrungsgut oder Vorstufenvermehrungsgut stammt;
- b) das bestimmt ist zur Erzeugung von Pflanzgut oder von Pflanzenteilen, die zur Traubenerzeugung dienen; - zur Erzeugung von Trauben;
- c) das die Voraussetzungen der Anlagen I und II für zertifiziertes Vermehrungsgut erfüllt, und
- d) bei dem in amtlicher Prüfung festgestellt worden ist, dass die vorgenannten Voraussetzungen erfüllt sind.

12° Standardvermehrungsgut: Vermehrungsgut,

- a) das sortenecht und sortenrein ist;
- b) das bestimmt ist zur Erzeugung von Pflanzgut oder von Pflanzenteilen, die zur Traubenerzeugung dienen, oder zur Erzeugung von Trauben;
- c) das die Voraussetzungen der Anlagen I und II für Standardvermehrungsgut erfüllt, und
- d) bei dem in amtlicher Prüfung festgestellt worden ist, dass die vorgenannten Voraussetzungen erfüllt sind.

13° Inverkehrbringen: der Verkauf, der Besitz im Hinblick auf den Verkauf, das Anbieten zum Verkauf und jede Überlassung, Lieferung oder Übertragung von Vermehrungsgut an Dritte, entgeltlich oder unentgeltlich, zum Zwecke der kommerziellen Nutzung. Nicht als Inverkehrbringen gilt die Abgabe von Vermehrungsgut, die nicht auf die kommerzielle Nutzung der Sorte abzielt, wie z. B. die nachstehenden Vorgänge:

- a) Lieferung von Vermehrungsgut an amtliche Prüf- und Kontrollstellen;
- b) Lieferung von Vermehrungsgut an Erbringer von Dienstleistungen zur Verarbeitung oder Aufbereitung, sofern der Erbringer von Dienstleistungen keinen Rechtsanspruch auf das gelieferte Vermehrungsgut erwirbt.

14° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört.

15° Dienststelle: die Direktion der Produktqualität der Generaldirektion der Landwirtschaft.

**Art. 2** - § 1. Vermehrungsgut von Reben darf nur in den Verkehr gebracht werden, 1° wenn es amtlich als 'Vorstufenvermehrungsgut', 'Basisvermehrungsgut' oder 'zertifiziertes Vermehrungsgut' anerkannt worden ist oder wenn es sich bei Vermehrungsgut, das nicht zur Verwendung als Unterlagsreben bestimmt ist, um amtlich kontrolliertes Standardvermehrungsgut handelt und 2° wenn es die Anforderungen der Anlage II erfüllt.

§ 2. Abweichend von Absatz 1 kann der Minister bis zum

1. Januar 2005 vorübergehend das Inverkehrbringen von Standardvermehrungsgut zur Verwendung als Unterlagsreben zulassen, das von Mutterreben stammt, die am 23. Februar 2002 bereits existierten.

§ 3. Ungeachtet des Absatzes 1 kann der Minister den Erzeugern die Genehmigung erteilen, angemessene Mengen Vermehrungsgut in den Verkehr zu bringen, das

1° für Versuche oder wissenschaftliche Zwecke,

2° für Züchtungsvorhaben, 3° für Maßnahmen zur Erhaltung der genetischen Vielfalt bestimmt ist. Für genetisch verändertes Vermehrungsgut kann diese Genehmigung nur erteilt werden, wenn alle zum Schutz der menschlichen Gesundheit und der Umwelt notwendigen Maßnahmen getroffen wurden. Für die dazu erforderliche Umweltverträglichkeitsprüfung und andere Kontrollen, die dazu vorzunehmen sind, gilt Artikel 6 entsprechend.

**Art. 3** - Der Minister kann hinsichtlich der in den Anlagen I und II bis V und VII genannten Voraussetzungen zusätzliche oder strengere Anforderungen für die Anerkennung sowie die Kontrolle von Basisvermehrungsgut festlegen. Diese Bestimmung gilt im Falle der Pfropfung nicht für Vermehrungsgut, das in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union oder einem gemäß Artikel 20 Absatz 2 als gleichwertig anerkannten Drittland erzeugt wurde.

**Art. 4** - § 1. Die Dienststelle erstellt einen Katalog der Rebsorten, die zur Anerkennung sowie zur Kontrolle des Standardvermehrungsguts amtlich zugelassen sind. Der Katalog kann von jedermann eingesehen werden. In dem Katalog werden die wichtigsten morphologischen und physiologischen Merkmale aufgeführt, durch die die Rebsorten voneinander unterschieden werden können. Bei den bereits am 31. Dezember 1971 zugelassenen Rebsorten kann auf die Beschreibung in den amtlichen ampelografischen Veröffentlichungen verwiesen werden.

§ 2. Unbeschadet der Regeln für die Klassifizierung der Rebsorten nach der Verordnung (EG) Nr. 1493/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die gemeinsame Marktorganisation für Wein werden die in den Sortenkatalogen anderer Mitgliedstaaten der Europäischen Union zugelassenen Rebsorten auch zur Anerkennung sowie zur Kontrolle des Standardvermehrungsguts zugelassen.

§ 3. Die Dienststelle erstellt ferner gegebenenfalls eine Liste der Klone, die amtlich zur Anerkennung zugelassen sind. Die Klone, die in der Europäischen Union zur Anerkennung zugelassen sind, werden auch zur Anerkennung zugelassen.



**Art. 5 - § 1.** Eine Sorte wird nur dann zugelassen, wenn sie unterscheidbar, beständig und hinreichend homogen ist.

§ 2. Eine Sorte wird als unterscheidbar angesehen, wenn sie sich in der Ausprägung der aus einem Genotyp oder einer Kombination von Genotypen resultierenden Merkmale von jeder anderen Sorte, deren Bestehen in der Europäischen Union allgemein bekannt ist, deutlich unterscheiden lässt.

Eine in der Europäischen Union bekannte Sorte ist jede Sorte, die zum Zeitpunkt der ordnungsgemäßen Einreichung des Antrags auf Zulassung im Sortenkatalog Belgiens oder eines anderen Mitgliedstaats eingetragen ist oder in Belgien oder einem anderen Mitgliedstaat zur Zulassung angemeldet ist, es sei denn, dass diese Voraussetzungen nicht mehr in allen betroffenen Mitgliedstaaten vor der Entscheidung über den Antrag auf Zulassung der zu beurteilenden Sorte erfüllt sind.

§ 3. Eine Sorte gilt als beständig, wenn die Ausprägung derjenigen Merkmale, die in die Unterscheidbarkeitsprüfung einbezogen werden, sowie aller sonstigen Merkmale, die zur Sortenbeschreibung dienen, nach wiederholter Vermehrung unverändert ist.

§ 4. Eine Sorte gilt als homogen, wenn sie - vorbehaltlich der Variation, die aufgrund der Besonderheiten ihrer Vermehrung zu erwarten ist - in der Ausprägung derjenigen Merkmale, die in die Unterscheidbarkeitsprüfung einbezogen werden, sowie aller sonstigen Merkmale, die zur Sortenbeschreibung dienen, hinreichend einheitlich ist.

**Art. 6 - § 1.** Die genetisch veränderten Rebsorten im Sinne von Artikel 2 Nummern 1 und 2 der Richtlinie 2001/18/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 12. März 2001 über die absichtliche Freisetzung genetisch veränderter Organismen in die Umwelt und zur Aufhebung der Richtlinie 90/220/EWG werden nur zugelassen, wenn alle notwendigen Maßnahmen zum Schutz der menschlichen Gesundheit und der Umwelt getroffen wurden.

§ 2. Im Falle einer genetisch veränderten Sorte im Sinne von Paragraph 1

1° wird eine spezifische Umweltverträglichkeitsprüfung durchgeführt, die der in der Richtlinie 2001/18/EG vorgesehenen Prüfung gleichwertig ist; dies geschieht nach den in Anhang II festgelegten Grundsätzen und auf der Grundlage der spezifischen Informationen gemäß Anhang III der genannten Richtlinie;

2° werden die genetisch veränderten Sorten erst dann in den Sortenkatalog aufgenommen, wenn sie gemäß der Richtlinie 2001/18/EG oder ggf. gemäß den Verfahren der Richtlinie 2001/18/EG gleichwertige Verfahren, die von der Europäischen Union festgelegt worden sind, für das Inverkehrbringen zugelassen worden sind. In letzterem Fall sind die Artikel 13 bis 24 der Richtlinie 2001/18/EG nicht mehr auf genetisch veränderte Rebsorten anwendbar, die gemäß dieser gleichwertigen Verfahren zugelassen wurden.

§ 3. Sollen aus Vermehrungsgut von Reben hervorgegangene Erzeugnisse als Lebensmittel oder Lebensmittelzutaten im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 258/97 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. Januar 1997 über neuartige Lebensmittel und neuartige Lebensmittelzutaten verwendet werden, so ist vor der Zulassung der genetisch veränderten Rebsorten sicherzustellen, dass die daraus gewonnenen Lebensmittel oder Lebensmittelzutaten

1° keine Gefahr für den Verbraucher darstellen;

2° den Verbraucher nicht irreführen;

3° sich von den Lebensmitteln oder Lebensmittelzutaten, die sie ersetzen sollen, nicht derart unterscheiden, dass ihr normaler Verzehr Ernährungsmängel für den Verbraucher mit sich brächte. Sollen aus den Sorten gemäß der vorliegenden Richtlinie hervorgegangene Erzeugnisse als Lebensmittel oder Lebensmittelzutat im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 258/97 verwendet werden, so ist die Sorte nur zuzulassen, wenn das Lebensmittel oder die Lebensmittelzutat bereits gemäß jener Verordnung zugelassen ist.

**Art. 7 -** Die Sorten und gegebenenfalls deren Klone, die aus anderen Mitgliedstaaten stammen, unterliegen insbesondere im Zulassungsverfahren denselben Voraussetzungen wie die Sorten oder Klone in Belgien.

**Art. 8 - § 1.** Die Zulassung von Sorten erfolgt auf Grund von amtlichen Prüfungen, insbesondere Anbauprüfungen, die sich auf eine ausreichende Zahl von Merkmalen erstrecken, die es ermöglichen, die Sorte zu beschreiben. Für die Feststellung der Merkmale sind genaue und zuverlässige Methoden anzuwenden.

§ 2. Ist bekannt, dass Vermehrungsgut einer Sorte in einem anderen Land unter einer anderen Bezeichnung im Verkehr ist, so wird auch diese Bezeichnung in dem Katalog angegeben.

**Art. 9 - § 1.** Die zugelassenen Sorten werden laufend amtlich überwacht. Ist eine der Voraussetzungen für die Zulassung zur Anerkennung oder zur Kontrolle nicht mehr erfüllt, so wird die Zulassung aufgehoben und die Sorte im Katalog gestrichen.

§ 2. Jede Anmeldung einer Sorte zur Zulassung oder jede Rücknahme der Anmeldung, jede Eintragung in einen Sortenkatalog sowie dessen jeweilige Änderungen werden den anderen Mitgliedstaaten und der Kommission unverzüglich mitgeteilt. Die Kommission veröffentlicht auf der Grundlage der Mitteilungen der Mitgliedstaaten einen gemeinsamen Sortenkatalog.

**Art. 10 -** Zugelassene genetisch veränderte Sorten müssen im Sortenkatalog klar als solche gekennzeichnet werden. Jeder Marktbeteiligte, der eine solche Sorte in den Verkehr bringt, kennzeichnet sie in seinem Rebsortenkatalog ebenfalls klar als genetisch verändert und gibt den Zweck der Veränderung an.

**Art. 11 - § 1.** Die in den Katalog aufgenommenen Sorten und gegebenenfalls deren Klone werden durch Erhaltungszüchtung erhalten.

§ 2. Die Erhaltungszüchtung muss auf der Grundlage der Eintragungen des oder der für die Erhaltung der Sorte und gegebenenfalls deren Klone Verantwortlichen stets kontrollierbar sein.

§ 3. Der für die Erhaltung der Sorte oder deren Klone Verantwortliche kann um Proben gebeten werden. Diese können erforderlichenfalls amtlich entnommen werden.

§ 4. Wird die Erhaltungszüchtung in einem anderen Mitgliedstaat als dem Mitgliedstaat durchgeführt, in dem die Sorte zugelassen ist, so leisten sich die betreffenden Mitgliedstaaten bei der Kontrolle Amtshilfe.

**Art. 12 -** Das Vermehrungsgut wird bei der Ernte, der Aufbereitung, der Lagerung, der Beförderung und der Anzucht nach der Sorte und gegebenenfalls bei Vorstufenvermehrungsgut, Basisvermehrungsgut und zertifiziertem Vermehrungsgut nach dem Klon in Partien getrennt gehalten und gekennzeichnet.

**Art. 13** - Das Vermehrungsgut darf nur in ausreichend homogenen Partien und in geschlossenen Packungen oder Bündeln, die nach den Artikeln 14 und 15 mit einem Verschluss versehen und gekennzeichnet sind, in den Verkehr gebracht werden. Die Aufbereitung erfolgt nach den Bestimmungen der Anlage III.

**Art. 14** - Die Packungen und Bündel mit Vermehrungsgut werden amtlich oder unter amtlicher Kontrolle so verschlossen werden, dass sie nicht geöffnet werden können, ohne dass das Verschlussystem verletzt wird oder dass das in Artikel 15 Absatz 1 vorgesehene amtliche Etikett bzw. die Verpackung Spuren einer Manipulation zeigen. Zur Sicherung der Verschließung umfasst das Verschlussystem mindestens das amtliche Etikett oder eine amtliche Verschlussicherung. Nach den von der Europäischen Union getroffenen Maßnahmen kann die Dienststelle feststellen, ob ein bestimmtes Verschlussystem den Bestimmungen dieses Artikels entspricht. Eine ein- oder mehrmalige Wiederverschließung darf nur unter amtlicher Kontrolle der Dienststelle vorgenommen werden.

**Art. 15** - § 1. Die Packungen und Bündel von Vermehrungsgut werden an der Außenseite mit einem amtlichen Etikett gemäß Anlage IV in einer der Amtssprachen der Gemeinschaft versehen; seine Befestigung wird durch das Verschlussystem gesichert. Die Farbe des Etiketts ist weiß mit einem diagonalen violetten Strich bei Vorstufenvermehrungsgut, weiß bei Basisvermehrungsgut, blau bei zertifiziertem Vermehrungsgut und dunkelgelb bei Standardvermehrungsgut.

§ 2. Die Dienststelle kann jedoch die Erzeuger ermächtigen, mehrere Packungen oder Bündel von Pfropfreben und Wurzelreben gleicher Eigenschaften zu vermarkten, die mit jeweils nur einem Etikett gemäß Anlage IV gekennzeichnet werden. In diesem Fall sind diese Packungen oder Bündel so miteinander verbunden, dass bei einer Trennung die Verbindung verletzt wird und nicht wieder verwendet werden kann. Die Befestigung des Etiketts wird durch diese Verbindung gesichert. Eine Wiederverschließung ist nicht zulässig.

§ 3. Unbeschadet des Artikels 23 Paragraph 2 der Verordnung (EG) Nr. 1493/1999 kann der Minister vorschreiben, dass jeder Lieferung von in ihrem Hoheitsgebiet erzeugtem Vermehrungsgut auch ein einheitliches Begleitdokument beigefügt sein muss, in das folgende Angaben aufzunehmen sind : Art der Ware, Sorte und gegebenenfalls deren Klon, Kategorie, Menge, Absender und Empfänger.

§ 4. Auf dem amtlichen Etikett gemäß Paragraph 1 können auch die phytosanitären Begleitdokumente gemäß der Richtlinie 92/105/EWG der Kommission über eine Vereinheitlichung der Pflanzenpässe angegeben sein. Alle Vorschriften für die amtliche Etikettierung und die Pflanzenpässe sind jedoch festgelegt und müssen als gleichwertig anerkannt werden.

§ 5. Die amtlichen Etiketten müssen vom Empfänger des vegetativen Vermehrungsguts von Reben mindestens ein Jahr lang aufbewahrt und für den amtlichen Kontrolldienst bereitgehalten werden.

§ 6. Im Falle von Vermehrungsgut einer genetisch veränderten Sorte enthält jedes Etikett und jedes amtliche oder sonstige Begleitpapier, das gemäß dieser Richtlinie an der Vermehrungsgutpartie befestigt ist bzw. dieser beiliegt, einen klaren Hinweis darauf, dass es sich um eine genetisch veränderte Sorte handelt, sowie die Angabe der Bezeichnung der genetisch veränderten Organismen.

**Art. 16** - § 1. Die Dienststelle trägt dafür Sorge, dass die Identität des Vermehrungsguts von der Ernte bis zur Lieferung an den Letztverbraucher durch ein von ihnen vorgeschriebenes oder anerkanntes System einer amtlichen Überwachung gewährleistet ist, indem sie alle erforderlichen Maßnahmen trifft, damit im Verkehr die Einhaltung der in dem vorliegenden Erlass vorgesehenen Voraussetzungen zumindest durch Stichproben amtlich überwacht wird.

§ 2. Unbeschadet des freien Verkehrs des Vermehrungsguts im Handel werden beim Verkehr mit Vermehrungsgut aus einem dritten Land der Dienststelle folgende Angaben gemacht:

- 1° Art (botanische Bezeichnung);
- 2° Sorte und gegebenenfalls deren Klon; bei Pfropfreben beziehen sich diese Angaben sowohl auf die Unterlagen als auch auf die Edelreiser;
- 3° Kategorie;
- 4° Art des Vermehrungsgutes;
- 3° Erzeugerland und amtliche Kontrollstelle;
- 6° Versandland, falls verschieden vom Erzeugerland;
- 7° Importeur;
- 8° Menge des Vermehrungsgutes.

**Art. 17** - § 1. Die Dienststelle trägt dafür Sorge, dass Vermehrungsgut, das entsprechend dieses Erlasses im Rahmen obligatorischer oder fakultativer Regelungen in Verkehr gebracht wird, hinsichtlich seiner Eigenschaften, der Prüfungsmaßnahmen, der Kennzeichnung und der Verschließung hinsichtlich seiner Eigenschaften, der Prüfungsmaßnahmen, der Kennzeichnung und der Verschließung nur den in diesem Erlass vorgesehenen Verkehrsbeschränkungen unterliegt.

§ 2. Die Dienststelle trägt dafür Sorge, dass Vermehrungsgut von Rebsorten und gegebenenfalls deren Klone, die in einem Mitgliedstaat gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses amtlich zur Anerkennung sowie zur Kontrolle von Standardvermehrungsgut zugelassen worden sind, unbeschadet der Verordnung (EG) Nr. 1493/1999 in ihrem Gebiet keinen Verkehrsbeschränkungen hinsichtlich der Sorte und gegebenenfalls deren Klone unterliegen.

**Art. 18** - Vermehrungsgut welches unmittelbar von in einem Mitgliedstaat anerkanntem Basisvermehrungsgut stammt und in einem anderen Mitgliedstaat geerntet worden ist, kann im Erzeugerstaat des Basisvermehrungsguts anerkannt werden, wenn es auf seiner Vermehrungsfläche einer den Voraussetzungen der Anlage I genügenden Feldbesichtigung unterworfen worden ist und wenn bei amtlicher Prüfung festgestellt worden ist, dass die Voraussetzungen der Anlage II erfüllt sind.

**Art. 19** - Handelt es sich um eine Kategorie von Vermehrungsgut einer bestimmten Sorte, so ist die Farbe des Etiketts die, welche für die entsprechende Kategorie vorgesehen ist; andernfalls ist die Farbe braun. In jedem Fall gibt das Etikett an, dass es sich um Vermehrungsgut einer Kategorie handelt, die minder strengen Anforderungen.

**Art. 20** - § 1. Der vorliegende Erlass ist nicht anwendbar auf Vermehrungsgut, das nachweislich zur Ausfuhr nach dritten Ländern bestimmt ist.

§ 2. Die Dienststelle entscheidet, ob das außerhalb der Europäischen Union erzeugte vegetative Vermehrungsgut von Reben in Bezug auf die Zulassungsbedingungen und in Bezug auf die Vorkehrungen, mit denen die Erzeugung im Hinblick auf das Inverkehrbringen sichergestellt wird, die gleichen Garantien bietet wie das in der Europäischen Union erzeugte Vermehrungsgut, und ob es den Anforderungen dieser Richtlinie genügt.

**Art. 21** - Die Dienststelle nimmt an den innerhalb der Europäischen Union durchgeführten Versuchen zur Beurteilung der Qualität des Vermehrungsguts teil.

**Art. 22** - Der Minister kann die Anlagen des vorliegenden Erlasses aufgrund der Weiterentwicklung der wissenschaftlichen und technischen Kenntnisse abändern.

**Art. 23** - Die Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden ermittelt, festgestellt, verfolgt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 11. Juli 1969 über die Pestizide und die Rohstoffe für die Landwirtschaft, den Gartenbau, die Forstwirtschaft und die Viehzucht.

**Art. 24** - Der Königliche Erlass vom 8. November 1971 über den Verkehr mit vegetativem Vermehrungsgut von Reben, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 17. November 1982, wird aufgehoben.

**Art. 25** - Der Minister der Landwirtschaft ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

### ANLAGE I

#### VORAUSSETZUNGEN HINSICHTLICH DES BESTANDES

##### **I. Allgemeine Voraussetzungen**

1. Der Bestand ist sortenecht und sortenrein.
2. Der Kulturzustand der Vermehrungsfläche und der Entwicklungsstand des Bestandes gestatten eine ausreichende Kontrolle der Sortenechtheit und der Sortenreinheit.
3. Es besteht eine größtmögliche Gewähr, dass der Boden für Rebschulen und für Mutterbestände, die zur Erzeugung von Basisvermehrungsgut und zertifiziertem Vermehrungsgut bestimmt sind, bei der Pflanzung nicht von Schadorganismen, insbesondere von Viren, infiziert ist.
4. Das Vorhandensein von Schadorganismen, die den Wert des Vermehrungsguts beeinträchtigen, ist auf ein Mindestmaß beschränkt.
5. Der Bestand wird freigehalten von Pflanzen, die Symptome von Viruskrankheiten aufweisen.
6. Der Anteil der Fehlstellen in Mutterrebenbeständen, die zur Erzeugung von zertifiziertem Vermehrungsgut bestimmt sind, überschreitet nicht 5 v.H.; er überschreitet nicht 10 v.H. in Mutterrebenbeständen, die zur Erzeugung von Standardvermehrungsgut bestimmt sind. Der Anteil der Fehlstellen kann diese Prozentsätze ausnahmsweise übersteigen, wenn dies auf physikalische Einwirkungen zurückzuführen ist.
7. Es findet jährlich mindestens eine Feldbesichtigung statt; im Falle einer Beanstandung, deren Ursachen behoben werden können, ohne dass dadurch die Qualität des Vermehrungsguts beeinträchtigt wird, findet eine weitere Feldbesichtigung statt.

##### **II. Besondere Voraussetzungen**

1. Rebschulen sind nicht in Ertragsweinbergen und nicht an Abstand von nur einigen Metern von solchen angelegt.
  2. Die zur Erzeugung von Wurzelreben und Pfropfreben verwendeten Teile von Reben stammen aus mit Erfolg geprüften Mutterrebenbeständen.
- Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über den Verkehr mit vegetativem Vermehrungsgut von Reben beigelegt zu werden.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

### ANLAGE II

#### VORAUSSETZUNGEN HINSICHTLICH DES VERMEHRUNGSGUTS

##### **I. Allgemeine Voraussetzungen**

1. Das Vermehrungsgut ist sortenecht und sortenrein; im Verkehr ist bei Standardvermehrungsgut eine Abweichung bis zu 1 v.H. zulässig.
2. Technische Mindestreinheit : 96 v.H. Als technisch unrein wird angesehen:
  - a) Vermehrungsgut, das ganz oder teilweise verdorrt ist, selbst wenn es nach der Vertrocknung in Wasser getaucht worden ist;
  - b) verdorbenes, verdrehtes oder verletztes, insbesondere durch Hagel oder Frost beschädigtes sowie zerdrücktes oder zerbrochenes Vermehrungsgut.
3. Das Vorhandensein von Schadorganismen, die den Wert des Vermehrungsguts beeinträchtigen, ist auf ein Mindestmaß beschränkt.

##### **II. Besondere Voraussetzungen**

###### **1. Pfropfreben:**

Pfropfreben, die aus einer Kombination von Basisvermehrungsgut auf Basisvermehrungsgut sowie von Basisvermehrungsgut auf Zertifiziertem Vermehrungsgut stammen, werden als Basisvermehrungsgut eingestuft. Pfropfreben, die aus einer Kombination von Zertifiziertem Vermehrungsgut auf Basisvermehrungsgut sowie von Zertifiziertem Vermehrungsgut auf Zertifiziertem Vermehrungsgut stammen, werden als Zertifiziertes Vermehrungsgut eingestuft. Alle übrigen Kombinationen werden als Standardvermehrungsgut eingestuft.

## 2. Teile von Reben:

Die Ruten weisen eine ausreichende Holzreife auf. Der Holzkörper steht in einem normalen Verhältnis zum Mark im Hinblick auf die Sorte.

**III. Sortierung**

## 1. Veredelungsfähige blinde Unterlagsreben, Edelreiser und Blindholz:

## A. Durchmesser

Es wird der grösste Durchmesser des kleinsten Querschnitts gemessen. a) Veredelungsfähige blinde Unterlagsreben und Edelreiser :

aa) Durchmesser am schwächeren Ende

i) bei *Vitis rupestris* und ihren Kreuzungen mit *Vitis vinifera* 6 - 12 mm;

ii) bei den anderen Rebsorten 6,5 - 12 mm.

Der Anteil an Ruten mit einem Durchmesser bis zu 7 mm bei *Vitis rupestris* und ihren Kreuzungen mit *Vitis vinifera* und bis zu 7,5 mm bei den anderen Rebsorten überschreitet nicht 25 v.H. der Partie.

bb) Höchstdurchmesser am stärkeren Ende : 14 mm, ausser wenn es sich um Edelreiser handelt, die zur Propfung an Ort und Stelle bestimmt sind; der Schnitt wird mindestens 2 cm unterhalb des untersten Auges vorgenommen.

b) Blindholz :

Minstdurchmesser am schwächeren Ende : 3,5 mm.

## B. Länge

Es wird von der Basis des unteren Knotens an unter Berücksichtigung des oberen Internodiums gemessen.

a) Veredelungsfähige blinde Unterlagsreben: Mindestlänge 1,05 m;

b) Blindholz: Mindestlänge 55 cm, bei *Vitis vinifera* 30 cm;

c) Edelreiser: Mindestlänge: 50 cm mit mindestens fünf verwendbaren Augen.

## 2. Wurzelreben:

## A. Durchmesser

Größter Durchmesser, gemessen in der Mitte des Internodiums unter dem obersten Trieb: mindestens 5 mm.

## B. Länge

Die Mindestlänge vom Wurzelansatz bis zum Ansatz des obersten Triebes beträgt :

a) bei den bewurzelten Unterlagen : 30 cm,

b) bei den übrigen Wurzelreben : 22 cm.

## C. Wurzeln

Jede Pflanze hat wenigstens drei gut entwickelte und hinreichend gut verteilte Wurzeln. Die Sorte 420 A braucht jedoch nur zwei gut entwickelte Wurzeln zu haben, sofern diese gegenständig sind.

## 3. Pfropfreben

a) Der Stamm ist mindestens 20 cm lang;

b) Wurzeln: Jede Pflanze hat wenigstens drei gut entwickelte und hinreichend gut verteilte Wurzeln. Die Sorte 420 A braucht jedoch nur zwei gut entwickelte Wurzeln zu haben, sofern diese gegenständig sind.

c) Pfropfnarbe : Jede Pflanze weist eine hinreichend verheilte, regelmässige und feste Pfropfnarbe auf.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über den Verkehr mit vegetativem Vermehrungsgut von Reben beigefügt zu werden.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

**ANLAGE III**  
**AUFBEREITUNG**

Inhalt der Packungen oder Bündel:

	Art	Stückzahl
1. Propfreben		25
2. Wurzelreben		50
3. Edelreiser		100 oder 200
4. Veredelungsfähige blinde Unterlagsreben		200
5. Blindholz bei Unterlagen und Sorten von <i>Vitis vinifera</i>		200 oder 500
6. Ubriges Blindholz		200

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über den Verkehr mit vegetativem Vermehrungsgut von Reben beigefügt zu werden.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

ANLAGE IV  
ETIKETT

- A. Vorgeschriebene Angaben
- a) 1. "EWG-Norm"
  2. Name und Adresse des Erzeugers oder seine Kennnummer
  3. Anerkennungs- oder Kontrollstelle und Mitgliedstaat
  4. Bezugsnummer der Partie
  5. Sorte und gegebenenfalls Klon - bei Pfropfreben von Unterlagen und Edelreisern
  6. Kategorie
  7. Erzeugerland
  8. Menge
  9. Länge - bei veredelungsfähigen blinden Unterlagsreben, sofern ein Mitgliedstaat Ausnahmen in bezug auf die Mindestlänge zulässt (Artikel 3 Absatz 3)
- b) Bei Wurzelreben- und Pfropfrebenvermehrungsgut genügen die Angaben gemäß Buchstabe a) Nummern 1, 2, 5, 6 und 7.
- B. Mindestgrößen
- a) 110 mm X 67 mm für veredelungsfähige blinde Unterlagsreben, Edelreiser und Blindholz;
  - b) 80 mm X 70 mm für Wurzelreben und Pfropfreben
- Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über den Verkehr mit vegetativem Vermehrungsgut von Reben beigefügt zu werden.  
Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 3762

[2003/201019]

**17 JULI 2003. — Besluit van de Waalse Regering  
betreffende het in de handel brengen van vegetatief teeltmateriaal voor wijnstokken**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij de wetten van 21 december 1998 en 5 februari 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 november 1971 betreffende het in de handel brengen van vegetatief teeltmateriaal voor wijnstokken, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 november 1982;

Gelet op richtlijn 68/193/EEG van de Raad betreffende het in de handel brengen van vegetatief teeltmateriaal voor wijnstokken, gewijzigd voor het laatst bij richtlijn 2002/11/EG van de Raad van 14 februari 2002;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke regeringen en de federale overheid op 1 juli 2003;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de bepalingen van voornoemde richtlijn onverwijld moeten worden omgezet en uiterlijk 23 februari 2003;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Wijnstokkrassen : planten van het geslacht *Vitis* (L.), bestemd voor de voortbrenging van druiven of het gebruik als teeltmateriaal voor deze zelfde planten;

2° Ras : een plantengroep van één enkele botanische taxon, van de laagste bekende rang, die :

a) kan worden omschreven met de kenmerken die verband houden met een bepaald genotype of een bepaalde combinatie van genotypen,

b) van elke andere plantengroep kan worden onderscheiden met ten minste één van de genoemde kenmerken, en

c) kan worden beschouwd als een eenheid, op grond van haar geschiktheid voor vermeerdering zonder veranderingen.

3° Kloon : een vegetatieve afstamming van een ras, overeenstemmend met een wijnstok die op grond van de identiteit van de plantengroep, de fenotypische kenmerken en zijn fyto-sanitaire toestand is geselecteerd.

4° Teeltmateriaal :

Wijnstokken, gereed voor het planten en delen van de wijnstok;



5° Wijnstokken, gereed voor het planten :

a) met wortels : delen van stekken of loten van de wijnstok, met wortels en niet-geënt, bestemd voor het planten of voor gebruik als entmateriaal;

b) entwijnstokken : door enting verbonden delen van stekken of loten van de wijnstok, waarvan het deel onder de grond wortels heeft.

5° Delen van de wijnstok

a) stekken : eenjarige delen;

b) loten : niet-verhoude stengeldelen;

c) delen van de wijnstok onder de grond, bestemd voor de veredeling : delen van stekken of loten van de wijnstok, die bij de teelt van entwijnstokken bestemd zijn voor de kweek van delen onder de grond;

d) entrijs : delen van stekken of loten van de wijnstok, die bij de teelt van entwijnstokken en bij veredeling bestemd zijn voor de delen boven de grond;

e) blindhout : delen van stekken of loten van de wijnstok, bestemd voor de teelt van wijnstokken met wortels.

7° Moederplanten : opstanden van wijnstokken, bestemd voor de teelt van voor veredeling in aanmerking komende delen van de wijnstok onder de grond, van blindhout of van entrijs.

8° Kweekwijnstokken : opstanden van wijnstokken, bestemd voor de teelt van wijnstokken met wortels of van entwijnstokken.

9° Oorspronkelijk teeltmateriaal : teeltmateriaal

a) dat onder verantwoordelijkheid van de kweker is voortgebracht volgens algemeen erkende methoden voor de instandhouding van de identiteit van het ras en, in voorkomend geval, van de kloon, en voor de preventie van ziekten;

b) dat bestemd is voor voortbrenging van basisteeltmateriaal of van gecertificeerd teeltmateriaal;

c) dat voldoet aan de in de bijlagen I en II voor basisteeltmateriaal opgenomen voorwaarden, en

d) waarvan bij een officieel onderzoek is gebleken dat bovenbedoelde voorwaarden zijn vervuld.

10° Basisteeltmateriaal : teeltmateriaal

a) dat onder verantwoordelijkheid van de kweker is voortgebracht volgens algemeen erkende methoden voor de instandhouding van de identiteit van het ras en, in voorkomend geval, van de kloon, en voor de preventie van ziekten, en dat direct afkomstig is van oorspronkelijk teeltmateriaal door vegetatieve voortplanting;

b) dat bestemd is voor de voortbrenging van gecertificeerd teeltmateriaal;

c) dat voldoet aan de in de bijlagen I en II voor basisteeltmateriaal opgenomen voorwaarden, en

d) waarvan bij een officieel onderzoek is gebleken dat bovenbedoelde voorwaarden zijn vervuld.

11° Gecertificeerd teeltmateriaal : teeltmateriaal

a) dat rechtstreeks afkomstig is van basisteeltmateriaal of van oorspronkelijk teeltmateriaal;

b) dat bestemd is voor de teelt van pootgoed of plantendelen welke dienen voor de voortbrenging van druiven, of voor de voortbrenging van druiven;

c) dat voldoet aan de in de bijlagen I en II voor gecertificeerd teeltmateriaal opgesomde voorwaarden, en

d) waarbij bij een officieel onderzoek is gebleken dat bovenbedoelde voorwaarden zijn vervuld.

12°. Standaardteeltmateriaal : teeltmateriaal

a) dat rasecht en raszuiver is,

b) dat bestemd is voor de teelt van pootgoed of plantendelen, welke dienen voor de voortbrenging van druiven, of voor de voortbrenging van druiven;

c) dat voldoet aan de in de bijlagen I en II voor standaardteeltmateriaal opgesomde voorwaarden, en

d) waarbij bij een officieel onderzoek is gebleken dat bovenbedoelde voorwaarden zijn vervuld.

13° Afzet : de verkoop, het bezit met het oog op de verkoop, het aanbieden voor verkoop en iedere beschikbaarstelling, levering of overdracht van teeltmateriaal aan derden, al dan niet tegen vergoeding, met het oog op commercieel gebruik.

Onder afzet wordt niet verstaan, de uitwisseling van teeltmateriaal dat niet bestemd is voor commercieel gebruik van het ras, zoals :

a) het leveren van teeltmateriaal aan experimenterende en controlerende instanties;

b) het leveren van teeltmateriaal aan dienstverleners met het oog op de verwerking en verpakking, mits de dienstverlener geen aanspraak op het geleverde teeltmateriaal verwerft.

14° Minister : de Minister bevoegd voor Landbouw.

15° Dienst : de Directie Kwaliteit van de producten van het Directoraat-generaal Landbouw.

**Art. 2. § 1.** Teeltmateriaal voor wijnstokken mag slechts in de handel worden gebracht :

a) indien het officieel is goedgekeurd als "oorspronkelijk teeltmateriaal", "basisteeltmateriaal" of "gecertificeerd teeltmateriaal", dan wel, in het geval van ander teeltmateriaal dan dat wat is bestemd om te worden gebruikt als wijnstokdelen onder de grond, indien het officieel gecontroleerd standaardteeltmateriaal betreft, en

b) indien het voldoet aan de in bijlage II opgenomen voorwaarden.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, mag de Minister voorlopig tot 1 januari 2005 toestemming verlenen voor het in de handel brengen van standaardteeltmateriaal dat is bestemd om te worden gebruikt als wijnstokdelen onder de grond en dat afkomstig is van op 23 februari 2002 reeds bestaande moederplanten.

§ 3. In afwijking van paragraaf 1 mag de Minister de kwekers machtiging verlenen voor de afzet van adequate hoeveelheden teeltmateriaal voor :

1° proefnemingen of wetenschappelijke doeleinden,

2° kweekdoeleinden,

3° maatregelen met het oog op de instandhouding van de genetische diversiteit.

In geval van genetisch gemodificeerd teeltmateriaal kan deze machtiging uitsluitend worden verleend als alle nodige maatregelen zijn getroffen om de risico's voor de volksgezondheid en voor het milieu te voorkomen. Wat betreft de in dat verband uit te voeren beoordeling van de risico's voor het milieu en andere controles is artikel 6ter bis mutatis mutandis van toepassing.

**Art. 3.** Wat de in de bijlagen I en II opgenomen voorwaarden betreft, kan de Minister aanvullende of strengere voorwaarden vaststellen voor de certificering en controle van het standaardteeltmateriaal. In geval van enting is deze bepaling niet van toepassing op teeltmateriaal dat is geproduceerd in een andere lid-Staat van de Europese Unie of buiten de Europese Unie, dat als gelijkwaardig is erkend overeenkomstig artikel 20, paragraaf 2.

**Art. 4.** § 1. De dienst stelt een lijst op van de wijnstokrassen die op zijn grondgebied officieel voor certificering en controle van het standaardteeltmateriaal worden toegelaten. Die lijst mag door iedereen geraadpleegd worden. De lijst bevat een omschrijving van de belangrijkste morfologische en fysiologische kenmerken aan de hand waarvan de rassen van elkaar onderscheiden kunnen worden. Voor de rassen die reeds op 31 december 1971 toegelaten waren, kan verwezen worden naar de omschrijving in de officiële publicaties op wijnstokgebied.

§ 2. De in andere lijsten binnen de Europese Unie opgenomen rassen worden toegelaten voor goedkeuring en voor controle van standaardteeltmateriaal, onverminderd het bepaalde in Verordening (EG) nr. 1493/1999 van de Raad van 17 mei 1999 houdende een gemeenschappelijke ordening van de wijnmarkt, in verband met de indeling van de wijnstokrassen.

§ 3. De dienst stelt in voorkomend geval een lijst op van de klonen die officieel voor certificering zijn toegelaten.

De andere klonen die binnen de Europese Unie voor certificering zijn toegelaten, worden ook daarvoor toegelaten.

**Art. 5.** § 1. Een ras wordt alleen toegelaten wanneer het onderscheidbaar, bestendig en voldoende homogeen is.

§ 2. Een ras wordt als onderscheidbaar beschouwd wanneer het zich, door de kenmerken die verband houden met een genotype of een combinatie van bepaalde genotypen, duidelijk onderscheidt van elk ander ras waarvan het bestaan algemeen bekend is in de Europese Unie.

Als in de Europese Unie bekend ras wordt beschouwd ieder ras dat, op het moment waarop de aanvraag tot toelating van dat ras volgens de voorschriften wordt ingediend, hetzij is opgenomen op de lijst van België of van een andere lid-Staat, hetzij het voorwerp is van een aanvraag tot toelating in België of in een andere lid-Staat, tenzij vóór het besluit inzake de aanvraag tot toelating van het te beoordelen ras niet meer in alle betrokken lid-Staten aan bovenvermelde voorwaarden wordt voldaan.

§ 3. Een ras wordt als bestendig beschouwd wanneer de kenmerken die in het onderzoek naar de onderscheidbaarheid worden betrokken alsmede alle andere kenmerken die voor de beschrijving van het ras worden gebruikt, na opeenvolgende vermeerderingen ongewijzigd blijven.

§ 4. Een ras wordt als homogeen beschouwd wanneer het, behoudens veranderingen die verband kunnen houden met de specifieke bijzonderheden van de vermeerdering ervan, voldoende homogeen is wat betreft de kenmerken die worden betrokken in het onderzoek naar de onderscheidbaarheid en alle andere kenmerken die voor de beschrijving van het ras worden gebruikt.

**Art. 6.** § 1. Indien het een genetisch gemodificeerd wijnstokras betreft in de zin van artikel 2, leden 1 en 2, van Richtlijn 2001/18/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 maart 2001 inzake de doelbewuste introductie van genetisch gemodificeerde organismen in het milieu en tot intrekking van Richtlijn 90/220/EEG van de Raad (10), wordt dit ras alleen toegelaten wanneer alle nodige maatregelen zijn getroffen om risico's voor de volksgezondheid en voor het milieu te voorkomen.

§ 2. Voor genetisch gemodificeerde rassen in de zin van lid 1 geldt het volgende :

1° er wordt een specifieke beoordeling uitgevoerd van de risico's voor het milieu die gelijkwaardig is aan die van Richtlijn 2001/18/EG, en wel overeenkomstig de beginselen van bijlage II en op basis van de in bijlage III van de genoemde richtlijn vermelde gegevens;

2° de genetisch gemodificeerde rassen worden pas in de lijst van de wijnstokrassen lijst opgenomen nadat overeenkomstig Richtlijn 2001/18/EG is bepaald dat zij in de handel mogen worden gebracht, of in voorkomend geval volgens voorgeschreven procedures die gelijkwaardig zijn aan die in Richtlijn 2001/18/EG, opgemaakt door de Europese Unie. In dit laatste geval zijn de artikelen 13 tot en met 24 van Richtlijn 2001/18/EG niet meer van toepassing op genetisch gemodificeerde wijnstokrassen die overeenkomstig de gelijkwaardige voorgeschreven procedures zijn toegestaan.

§ 3. Wanneer producten die afkomstig zijn van teeltmateriaal voor wijnstokrassen, bestemd zijn om te worden gebruikt als voedingsmiddel of voedselingsrediënt dat binnen de werkingssfeer van Verordening (EG) nr. 258/97 van het Europees Parlement en de Raad van 27 januari 1997 betreffende nieuwe voedingsmiddelen en nieuwe voedselingsrediënten valt, moet de dienst, voordat de genetisch gemodificeerde wijnstokrassen worden geaccepteerd, erop toezien dat de daarvan afgeleide voedingsmiddelen of voedselingsrediënten :

a) geen gevaar opleveren voor de consument,

b) de consument niet misleiden,

c) niet zodanig verschillen van de voedingsmiddelen en voedselingsrediënten ter vervanging waarvan zij zijn bedoeld, dat de normale consumptie ervan uit voedingsoogpunt nadelig zou zijn voor de consument.

Wanneer teeltmateriaal dat van een van de in deze richtlijn bedoelde rassen afkomstig is, bestemd is om te worden gebruikt als voedingsmiddel of voedselingsrediënt waarop Verordening (EG) nr. 258/97 van toepassing is, wordt het ras alleen toegelaten als voor het voedingsmiddel of het voedselingsrediënt al een vergunning is afgegeven overeenkomstig genoemde verordening.

**Art. 7.** De uit andere lid-Staten afkomstige rassen en klonen, met name wat de procedure van toelating betreft, worden onderworpen aan dezelfde voorwaarden als die welke voor de rassen in België gelden.

**Art. 8.** § 1. Een ras kan slechts worden toegelaten na officieel onderzoek, dat in het bijzonder op het veld is verricht en betrekking heeft op een voldoende groot aantal kenmerken om het ras te kunnen beschrijven. Voor het vaststellen van deze kenmerken moeten nauwkeurige en betrouwbare methoden worden gebruikt.

§ 2. Indien bekend is dat het teeltmateriaal van een bepaald ras in een ander land onder een andere benaming in de handel is gebracht, wordt ook deze benaming in de lijst opgenomen.

**Art. 9.** § 1. De toegelaten rassen worden regelmatig officieel gecontroleerd. Indien aan één van de voorwaarden voor toelating tot goedkeuring of tot controle niet meer wordt voldaan, wordt de toelating ingetrokken en wordt het ras van de lijst geschrapt.

§ 2. Aanvragen tot toelating van een ras of intrekkingen van dergelijke aanvragen, opnemingen in een rassenlijst alsmede de verschillende wijzigingen ervan worden onverwijld ter kennis van de andere lid-Staten en van de Commissie gebracht met het oog op de publicatie in de gemeenschappelijke lijst van de rassen.

**Art. 10.** De toegelaten genetisch gemodificeerde rassen worden duidelijk als zodanig in de rassenlijst vermeld. Eenieder die een dergelijk ras in de handel brengt, vermeldt duidelijk in zijn verkoopcatalogus dat het een genetisch gemodificeerd ras betreft, en omschrijft het doel van de modificatie.

**Art. 11.** § 1. De in de lijst opgenomen rassen of, in voorkomend geval, klonen, worden stelselmatig in stand gehouden.

§ 2. De stelselmatige instandhouding moet altijd aan de hand van registraties kunnen worden gecontroleerd door de voor de instandhouding van het ras c.q. de kloon verantwoordelijke persoon of personen.

§ 3. De voor de instandhouding van het ras verantwoordelijke persoon kan worden gevraagd monsters over te leggen. Indien nodig kan de bemonstering langs officiële weg geschieden.

§ 4. Wanneer de instandhouding in een andere lidstaat verwezenlijkt is dan de lid-Staat waar het ras is toegelaten, verleent de dienst de betrokken lidstaten administratieve bijstand bij de controle.

**Art. 12.** Teeltmateriaal wordt tijdens de oogst, de bewerking, de opslag, het vervoer en de teelt in partijen gescheiden gehouden en wordt aangeduid volgens het ras en, in voorkomend geval voor basisteeltmateriaal, oorspronkelijk teeltmateriaal, en gecertificeerd teeltmateriaal, volgens de kloon.

**Art. 13.** Teeltmateriaal mag slechts in de handel gebracht worden in voldoende homogene partijen en in gesloten verpakkingen of bundels, die overeenkomstig de artikelen 14 en 15 zijn voorzien van een sluitingssysteem en een aanduiding. De bewerking geschiedt overeenkomstig de bepalingen van bijlage III.

**Art. 14.** Verpakkingen en bundels van teeltmateriaal worden onder toezicht van de dienst zodanig gesloten dat zij niet kunnen worden geopend zonder dat het sluitingssysteem wordt beschadigd, dan wel het in artikel 15, paragraaf 1, bedoelde officiële etiket of - bij verpakkingen - de verpakking sporen van manipulatie vertoont. Terwille van een goede sluiting wordt tenminste gebruik gemaakt van een officieel etiket dan wel van een officiële verzegeling. Overeenkomstig de door de Europese Unie getroffen maatregelen kan de dienst vaststellen of een bepaald sluitingssysteem aan de bepalingen van dit artikel voldoet. Een, eventueel herhaalde, nieuwe sluiting mag uitsluitend onder toezicht van de dienst geschieden.

**Art. 15.** § 1. Verpakkingen en bundels van teeltmateriaal aan de buitenkant worden voorzien van een officieel etiket dat beantwoordt aan de vereisten van bijlage IV en gesteld is in een van de officiële talen van de Europese Unie; dit etiket wordt vastgehecht door middel van de sluiting. De kleur van het etiket is wit met een diagonale paarse streep voor oorspronkelijk teeltmateriaal, wit voor basisteeltmateriaal, blauw voor gecertificeerd teeltmateriaal en donkergeel voor standaardteeltmateriaal

§ 2. De dienst kan echter toestaan dat de producenten verschillende verpakkingen of bundels entwijnstokken of wortelwijnstokken met dezelfde eigenschappen, die met één enkel etiket worden aangeduid als bedoeld in bijlage IV, in de handel brengen. In dat geval worden de betrokken verpakkingen of bundels zodanig met elkaar verbonden dat de band bij de eventuele scheiding wordt verbroken en niet opnieuw kan worden gebruikt. Het etiket wordt door middel van deze band bevestigd. Er mag geen nieuwe sluiting worden aangebracht.

§ 3. Onverminderd artikel 23, lid 2, van Verordening (EG) nr. 1493/1999, kan de Minister voorschrijven dat iedere levering van geproduceerd materiaal tevens wordt vergezeld door een uniform document waarin de volgende vermeldingen staan : aard van de goederen, het ras en eventueel de kloon, de categorie, de hoeveelheid, de verzender en de ontvanger.

§ 4. Het in paragraaf 1 bedoelde officiële etiket kan ook de begeleidende fytosanitaire documenten bevatten, die bedoeld worden in Richtlijn 92/105/EEG van de Commissie, waarin een normalisering van de plantenspooorten wordt geregeld. Alle op de officiële etikettering en plantenspooorten toepasselijke voorwaarden worden vastgesteld en dienen te worden erkend als gelijkwaardig.

§ 5. De ontvanger van het vegetatief teeltmateriaal voor wijnstokken bewaart de officiële etiketten gedurende ten minste één jaar en houdt ze ter beschikking van de dienst.

§ 6. In het geval van teeltmateriaal van een genetisch gemodificeerd ras moet op alle op de partijen teeltmateriaal aangebrachte etiketten en op de bij de partijen teeltmateriaal gevoegde begeleidende documenten in het kader van deze richtlijn, officieel of niet-officieel, duidelijk worden vermeld dat het een genetisch gemodificeerd ras betreft en moet de naam van de genetisch gemodificeerde organismen worden genoemd.

**Art. 16.** § 1. De dienst maakt een controleregeling op waarbij de identiteit van het teeltmateriaal, van de oogst tot de aflevering aan de laatste gebruiker, wordt verzekerd en alle dienstige maatregelen worden gepland om tenminste door steekproeven te kunnen nagaan of het in de handel gebrachte teeltmateriaal beantwoordt aan de in dit besluit gestelde voorwaarden.

§ 2. Onverminderd het vrije verkeer van materiaal in de handel worden volgende gegevens aan de bevoegde dienst verstrekt wanneer teeltmateriaal uit een derde land in de handel wordt gebracht :

- a) soort (botanische naam),
- b) ras c.q. kloon; voor entwijnstokken is dat op de onderstam en op de entrijs van toepassing,
- c) categorie,
- d) aard van het teeltmateriaal,
- e) land van productie en officiële controledienst,
- f) land van verzending, als dat niet het land van productie is,
- g) importeur,
- h) hoeveelheid materiaal.

**Art. 17.** § 1. De dienst zorgt ervoor dat het teeltmateriaal dat overeenkomstig dit besluit in de handel wordt gebracht, op grond van verplichte of van facultatieve maatregelen, slechts wordt onderworpen aan de beperkingen voor het in de handel brengen die bij dit besluit zijn vastgesteld met betrekking tot eigenschappen, onderzoek, aanduiding en sluiting.

§ 2. De dienst zorgt ervoor dat voor teeltmateriaal van wijnstokkrassen en, in voorkomend geval, van wijnstokklonen die in een van de lid-Staten officieel zijn toegelaten voor de goedkeuring en voor de controle op het standaardteeltmateriaal overeenkomstig het bepaalde in dit besluit, op hun grondgebied geen handelsbeperkingen gelden welke het ras c.q. de kloon betreffen, onverminderd Verordening (EG) nr. 1493/1999.

**Art. 18.** Het teeltmateriaal dat rechtstreeks afkomstig is van in een lid-Staat goedgekeurd basisteeltmateriaal en in een andere lid-Staat is geoogst, kan worden goedgekeurd in de staat die basisteeltmateriaal produceert, indien het op het vermeerderingsperceel werd onderworpen aan een veldkeuring overeenkomstig de in bijlage I gestelde voorwaarden, en indien bij een officieel onderzoek is geconstateerd dat aan de in bijlage II gestelde voorwaarden is voldaan.

**Art. 19.** Wanneer het een categorie teeltmateriaal van een bepaald ras betreft, is de kleur van het etiket die welke voor de overeenkomstige categorie is vastgesteld, en in alle andere gevallen bruin. In elk geval wordt op het etiket vermeld dat het teeltmateriaal betreft dat tot een categorie behoort waaraan minder strenge eisen zijn gesteld.

**Art. 20.** § 1. Dit besluit geldt niet voor teeltmateriaal waarvan is aangetoond dat het is bestemd voor uitvoer naar landen buiten de Europese Unie.

§ 2. De dienst bepaalt of het vegetatief teeltmateriaal voor wijnstokken dat in land buiten de Europese Unie wordt geproduceerd, wat de voorwaarden voor hun toelating en de met betrekking tot de productie ervan met het oog op het in de handel brengen genomen maatregelen betreft, dezelfde waarborgen biedt als vegetatief teeltmateriaal voor wijnstokken dat in de Europese Unie wordt geproduceerd en aan de bepalingen van deze richtlijn voldoet.

**Art. 21.** De dienst neemt aan binnen de Europese Unie verrichte communautaire proefnemingen deel ter beoordeling van de kwaliteit van het teeltmateriaal.

**Art. 22.** Omwille van de ontwikkeling van wetenschap en techniek kan de Minister wijzigingen aanbrengen aan de bijlagen bij dit besluit.

**Art. 23.** De overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld, vervolgd en gestraft overeenkomstig de bepalingen van de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt.

**Art. 24.** Het koninklijk besluit van 8 november 1971 betreffende het in de handel brengen van vegetatief teeltmateriaal voor wijnstokken, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 november 1982, wordt opgeheven.

**Art. 25.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

## BIJLAGE I

### VOORWAARDEN MET BETREKKING TOT HET GEWAS

#### I. Algemene voorwaarden

1. Het gewas moet rasecht en raszuiver zijn.
2. De staat waarin het vermeerderingsperceel zich bevindt en de stand van het gewas moeten een voldoende controle van de rasechtheid en de raszuiverheid mogelijk maken.
3. Er moet een zo groot mogelijke waarborg bestaan dat de grond voor de teelt van kweekwijnstokken en van moedergewassen die voor de voortbrenging van basisteeltmateriaal en gecertificeerd teeltmateriaal bestemd zijn, bij het planten niet met schadelijke organismen, met name met virussen, besmet is.
4. De aanwezigheid van schadelijke organismen die de waarde van het teeltmateriaal nadelig beïnvloeden moet zoveel mogelijk beperkt worden.
5. Het gewas moet vrijgehouden worden van planten die symptomen van virusziekten vertonen.
6. Het percentage mislukkingen bij de moedergewassen, bestemd voor de kweek van gecertificeerd teeltmateriaal, mag niet groter zijn dan 5; dit percentage mag niet groter zijn dan 10 wanneer het moedergewassen betreft die voor de kweek van standaardteeltmateriaal bestemd zijn. Het aantal mislukkingen mag bij uitzondering deze percentages overschrijden, wanneer dit te wijten is aan natuurverschijnselen.
7. Jaarlijks vindt ten minste één veldkeuring plaats; kan bij een omstreden uitslag de oorzaak daarvan uit de weg worden geruimd zonder dat de kwaliteit van het teeltmateriaal hierdoor nadelig wordt beïnvloed, dan vindt een tweede veldkeuring plaats.

#### II. Bijzondere voorwaarden

1. Kweekwijnstokken mogen niet geplaatst zijn in wijngaarden voor de productie van druiven, noch binnen een afstand van enkele meters van zodanige wijngaarden.
2. De voor de kweek van wortelwijnstokken en entwijnstokken gebruikte delen moeten afkomstig zijn van goedgekeurde moedergewassen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 betreffende het in de handel brengen van vegetatief teeltmateriaal voor wijnstokken.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART



## BIJLAGE II

## VOORWAARDEN MET BETREKKING TOT HET TEELTMATERIAAL

**I. Algemene voorwaarden**

1. Het teeltmateriaal moet rasecht en raszuiver zijn; bij het in de handel brengen is voor standaardteeltmateriaal een tolerantie tot 1 % toegestaan.
2. Mechanische zuiverheid : ten minste 96 % . Als mechanisch onzuiver wordt beschouwd :
  - a) teeltmateriaal dat geheel of gedeeltelijk verdord is, zelfs wanneer het na uitdrogen in water gedompeld is;
  - b) vernield, kromgegroeid of beschadigd, inzonderheid door hagel of vorst beschadigd teeltmateriaal, alsmede inengegedrukt of gebroken teeltmateriaal.
3. De aanwezigheid van schadelijke organismen die de waarde van het teeltmateriaal nadelig beïnvloeden, moet zoveel mogelijk zijn beperkt.

**II. Bijzondere voorwaarden**

## 1. Entwijnstokken :

Entwijnstokken, verkregen uit de enting van basisteeltmateriaal op basisteeltmateriaal en uit de enting van basisteeltmateriaal op gecertificeerd teeltmateriaal, worden ingedeeld in de categorie basisteeltmateriaal. Entwijnstokken, verkregen door enting van gecertificeerd teeltmateriaal op basisteeltmateriaal en door enting van gecertificeerd teeltmateriaal op gecertificeerd teeltmateriaal worden ingedeeld als gecertificeerd teeltmateriaal. Alle overige combinaties worden als standaardteeltmateriaal ingedeeld.

## 2. Delen van wijnstokken :

De stekken moeten voldoende houtvorming vertonen. Deze moet, gelet op het ras, in normale verhouding staan tot de kern.

**III. Sortering**

## 1. Delen van de wijnstok onder de grond, bestemd voor veredeling, blindhout en entrijzen :

## A. Middellijn

Gemeten wordt de grootste middellijn van de kleinste doorsnee.

## a) Delen van de wijnstok onder de grond, bestemd voor veredeling, en entrijzen :

## aa) middellijn aan het zwakkere einde :

i) bij *Vitis rupestris* en kruisingen met *Vitis vinifera* 6-12 mm;

ii) bij andere wijnstokrassen 6,5-12 mm;

Het aandeel van de stekken met een middellijn van ten hoogste 7 mm bij de *Vitis rupestris* en kruisingen met *Vitis vinifera* en van ten hoogste 7,5 mm bij andere wijnstokrassen mag niet meer dan 25 % van de partij omvatten;

bb) maximummiddellijn aan het sterkere einde 14 mm, behalve indien het entrijzen bestemd voor enting ter plaatse betreft; het oculeren moet ten minste 2 cm beneden het onderste oog plaatsvinden.

## b) Blindhout :

Minimummiddellijn aan het zwakkere einde : 3,5 mm.

## B. Lengte

Wordt gemeten vanaf de basis van de onderste knoop met inachtneming van het bovenste stengelid.

a) Delen van de wijnstok onder de grond, bestemd voor veredeling : minimumlengte 1,05 m;

b) Blindhout : minimumlengte 55 cm, voor *Vitis vinifera* 30 cm;

c) Entrijs : minimumlengte 50 cm en met ten minste vijf bruikbare ogen.

## 2. Wortelwijnstokken

## A. Middellijn

De middellijn, gemeten in het midden van het stengelid onder de bovenste loot bedraagt ten minste 5 mm.

## B. Lengte

De minimumlengte vanaf de wortels tot het begin van de bovenste loot bedraagt :

a) bij wijnstokdelen onder de grond : 30 cm;

b) bij overige wijnstokken met wortels : 22 cm.

## C. Wortels

Iedere plant moet ten minste drie goed ontwikkelde en behoorlijk verdeelde wortels hebben. Ras 420 A behoeft echter slechts twee goed ontwikkelde wortels te hebben, mits zij tegenover elkaar staan.

## 3. Entwijnstokken :

a) De stam moet ten minste 20 cm lang zijn;

b) wortels : iedere plant moet ten minste drie goed ontwikkelde en behoorlijk verdeelde wortels hebben. Ras 420 A behoeft echter slechts twee goed ontwikkelde wortels te hebben, mits zij tegenover elkaar staan;

c) Entingsplaats : iedere plant moet een toereikende, regelmatige en stevige entingsplaats hebben.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 betreffende het in de handel brengen van vegetatief teeltmateriaal voor wijnstokken.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART



**BIJLAGE III****BEWERKING**

De verpakkingen of de bundels moeten de volgende hoeveelheden bevatten :

Soort	Aantal
1. Entwijnstokken	25
2. Wortelwijnstokken	50
3. Entrijs	100 of 200
4. Delen van wijnstokken onder de grond, bestemd voor veredeling	200
5. Blindhout bij delen van wijnstokken onder de grond en bij rassen van de <i>Vitis vinifera</i>	200 of 500
6. Overig blindhout	200

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 betreffende het in de handel brengen van vegetatief teeltmateriaal voor wijnstokken.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

**BIJLAGE IV****ETIKET**

A. Te vermelden gegevens

a) 1. "E.E.G.-norm"

2. Naam en adres van de teler of diens identificatienummer

3. Keurings- of controledienst en lid-Staat

4. Referentienummer van de partij

5. Ras en, in voorkomend geval, kloon voor de entwijnstokken betreffende de wijnstokdelen onder de grond en entrijs

6. Categorie

7. Land van productie

8. Hoeveelheid

9. Lengte - voor delen van de wijnstok onder de grond, bestemd voor veredeling, indien een lid-Staat afwijkingen betreffende de minimumlengte toestaat.

b) Voor teeltmateriaal van wortelwijnstokken en entwijnstokken volstaan de aanduidingen, bedoeld onder alinea a), punten 1, 2, 5, 6 en 7.

B. Minimumafmetingen

a) 110 mm maal 67 mm voor de delen van de wijnstok onder de grond, bestemd voor veredeling, entrijs en blindhout;

b) 80 mm maal 70 mm voor wortelwijnstokken en entwijnstokken.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 betreffende het in de handel brengen van vegetatief teeltmateriaal voor wijnstokken.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 3763

[2003/201021]

**1<sup>er</sup> SEPTEMBRE 2003. — Arrêté ministériel modifiant l'annexe 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 décembre 2000 portant organisation des missions à l'étranger**

Le Ministre-Président,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 décembre 2000 portant organisation des missions à l'étranger et en particulier son article 12, alinéa 2;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 12 mai 2003;

Considérant l'évolution du coût de la vie dans les différents pays et des taux de change au niveau international,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'annexe 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 décembre 2000 portant organisation des missions à l'étranger est abrogée et remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.